

OFFICE DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE
ET RURAL DE CORSE

**REGLEMENT INTERNE PORTANT ORGANISATION PROVISOIRE A DISTANCE
DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES ET DE LA COMMISSION MAPA
PENDANT L'ETAT D'URGENCE SANITAIRE SUITE A L'EPIDEMIE DE COVID 19**

PREAMBULE :

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,

Vu l'ordonnance n° 2020-347 du 27 mars 2020 adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire,

Vu l'ordonnance n° 2014-1329 du 6 novembre 2014 relative aux délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial,

Vu le décret n° 2014-1627 du 26 décembre 2014 relatif aux modalités d'organisation des délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial,

Vu le code général des collectivités territoriales,

ARTICLE 1

Durant la période de l'état d'urgence sanitaire mis en place pour faire face à l'épidémie de COVID 19, Monsieur le Président peut décider que les délibérations de la Commission d'Appel d'Offres et de la Commission MAPA sont organisées par un procédé assurant l'échange d'écrits transmis par voie électronique permettant un dialogue en ligne ou par messagerie conformément aux dispositions en vigueur régissant les modalités de délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial telles que mentionnées dans l'ordonnance n° 2014-1329 du 6 novembre 2014 et dans le décret n° 2014-1627 du 26 décembre 2014 susvisés.

ARTICLE 2

Les CAO et les Commissions MAPA se déroulent par audioconférence.

ARTICLE 3

Les membres titulaires et suppléants sont convoqués par mail. Ils accusent réception et lecture de cette convocation par l'intermédiaire de leur messagerie électronique.

Les membres à voix consultative sont invités par le Président selon les mêmes modalités. Il en est de même pour les personnalités désignées.

ARTICLE 4

L'accès aux délibérations à distance de la commission d'appel d'offres et de la commission MAPA est réservé aux seuls destinataires mentionnés sur le document portant convocation des membres.

ARTICLE 5

Les membres s'engagent à respecter la confidentialité des échanges et des débats qui interviennent dans le cadre des délibérations et à participer personnellement et seuls à l'audioconférence.

ARTICLE 6

A l'ouverture de la séance à distance, Monsieur le Président de la Commission procède à la vérification des membres présents puis précise oralement les conditions de déroulement des points inscrits à l'ordre du jour.

Durant la séance, les membres peuvent poser des questions ou faire part de leurs observations.

Pour chaque point inscrit à l'ordre du jour, Monsieur le Président de la Commission demande au Service Sécurité Administration Générale et Juridique (SSAGJ) de transmettre en début de séance aux membres, par messagerie électronique, les documents du dossier. Afin de garantir la fluidité et la compréhension des échanges, le contenu du dossier est présenté par le SSAGJ, puis le Président invite chaque membre à s'exprimer l'un après l'autre. A l'issue des échanges et des débats, Monsieur le Président de la Commission fait procéder au vote des membres, l'un après l'autre. Il communique à l'ensemble des membres les résultats du vote.

Pour chaque point inscrit à l'ordre du jour, Monsieur le Président de la Commission en prononce la clôture.

Les points se succèdent ainsi jusqu'à épuisement de l'ordre du jour.

Chacun des membres de la commission d'appel d'offres transmet ses votes par messagerie électronique.

ARTICLE 7

Les observations émises par chacun des membres sont immédiatement communiquées à l'ensemble des autres membres participants ou leur sont accessibles, de façon qu'ils puissent y répondre, afin d'assurer le caractère collégial. Cette communication est assurée au moyen de l'outil d'audioconférence.

ARTICLE 8

A l'épuisement des points inscrits à l'ordre du jour, Monsieur le Président prononce à distance la clôture de la CAO ou de la Commission MAPA.

ARTICLE 9

Durant la période de l'état d'urgence sanitaire, Monsieur le Président de la CAO autorise Madame la Directrice par intérim de l'ODARC, seule personne à détenir la signature électronique, à signer électroniquement les procès-verbaux dématérialisés, le Président, les membres titulaires ou les suppléants ne possédant pas à ce jour de signature électronique.

ARTICLE 10

Les dispositions du présent règlement entrent en vigueur à compter de leur approbation par les membres du Conseil d'Administration de l'ODARC, et jusqu'à la fin de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi du 23 mars 2020 susvisée.